

D 1072 COLOMBIE: LA TRAGÉDIE DU PALAIS DE JUSTICE

Le 6 novembre 1985, un commando de 35 membres du Mouvement du 19 avril (M-19) faisait irruption dans les sous-sols du Palais de justice, les armes à la main. L'objectif semblait être la répétition de l'exploit du M-19 de prise de l'ambassade de République dominicaine à Bogota, en février 1980, quand une douzaine d'ambassadeurs avaient été pris en otage (cf. DIAL D 614). Mais cette fois, la guérilla visait au coeur des pouvoirs constitutionnels de l'Etat.

La réplique des autorités était immédiate: l'armée lançait ses blindés à l'intérieur même du Palais de justice. Les combats devaient durer 27 heures, jusqu'à la destruction intérieure de l'édifice et la mort des 35 guérilleros. Mais l'attaque militaire se soldait en outre par 11 morts parmi les militaires et 44 dans le personnel du Palais de justice, dont 17 magistrats tués, y compris le président de la Cour suprême.

La soudaineté et la brutalité de la riposte ont empêché le M-19 d'atteindre son objectif: la publication d'une "convocation armée" - selon les propres termes du mouvement - du président Betancur pour comparution en "jugement" devant les juges de la Cour suprême de justice. Le M-19 accusait en effet le président de la République de rupture des accords de paix signés entre le gouvernement et la guérilla (cf. DIAL D 947, 974 et 1064). Il accusait également l'armée de faire la loi dans le pays (cf. DIAL D 986).

Nous publions ci-dessous la "convocation armée" du M-19, rétrospectivement intéressante à plus d'un titre. Nous la faisons suivre de larges extraits de la déclaration du président Betancur du 7 novembre 1985, aussitôt après la tragédie.

Note DIAL

1- Manifeste du M-19 préparé mais non rendu public

"OPÉRATION ANTONIO NARIÑO POUR LES DROITS DE L'HOMME"

(Intertitres de DIAL)

Patriotes,

Depuis la Cour suprême de justice, transformée par la force de l'histoire en théâtre d'un jugement exceptionnel (1), le Mouvement du 19 avril (M-19) appelle tous les Colombiens à franchir le pas aujourd'hui nécessaire pour parvenir à la paix dans la justice sociale. Il est faux que la paix soit en échec en Colombie. L'échec retentissant, il est du côté des groupes et des individus qui ont cherché à la faire à la mesure de leurs intérêts mesquins.

(Lesaccusations contre le gouvernement)

Mais la paix reste à la dimension de la patrie, à la mesure de l'aspiration des peuples. la paix est aujourd'hui une marche irréversible. Un drapeau brandi par les mains sûres et fermes d'un peuple qui a scellé dans son sang l'engagement suprême de l'imposer et de la défendre sans autres considérations que celles de l'intérêt national. Avec ses gestes de paix et ses vents de guerre, l'oligarchie

(1) L'opération du M-19 avait pour objectif la comparution du président de la République pour jugement par la Cour suprême sous contrôle des guérilleros. L'opération portait le nom de "Antonio Nariño". C'est le nom de la résidence présidentielle au voisinage du Palais de justice de Bogota: le Palais Nariño (NdT).

a cherché à confondre la nation et à désarmer le peuple. Elle s'est servi de tous ses moyens criminels: l'intimidation, la calomnie, l'attentat individuel, l'anéantissement par encerclement, les menaces contre les familles de combattants, l'enlèvement, la torture, la répression des manifestations pacifiques. Elle a menti dans toutes ses promesses et violé tous ses accords. Malgré tout cela, elle n'a pas réussi à nous vaincre. La voie de la paix passe aujourd'hui par l'héroïsme de notre peuple. Par le poids de nos armes et le choc de nos victoires. Et c'est dans le cadre de cette poursuite victorieuse, sur la base de la raison qui la fonde et des armes qui la défendent, que nous convoquons à un jugement public les minorités apatrides (2) qui ont trompé les espoirs de paix et trahi les exigences de progrès et de justice sociale de la nation tout entière. Car c'est pour la paix du pays ainsi qu'au nom et en représentation du sentiment majoritaire que nous, mouvements armés, avons signé des accords qui devenaient le ciment d'une nouvelle vie sociale entre Colombiens, avec celui qui était alors (3) le chef de l'Etat, Monsieur Belisario Betancur. La violation des accords de trêve et de dialogue national ne représente pas une offense envers le M-19 ou l'ELP, mais un crime contre l'espoir d'une patrie démocratique et un affront envers un peuple qui a accepté de s'engager, par la voie de la confrontation pacifique, sur les chemins de réformes urgentes, justes et possibles.

Avec les masses trahies dans leurs intérêts et trompées dans leurs aspirations, nous allons à l'encontre des manoeuvres, des tentatives et des manipulations de ceux qui croient encore possible de se moquer impunément des engagements et d'abuser une nouvelle fois de la crédulité publique.

(Le peuple comme procureur)

C'est pourquoi cet appel s'adresse aux masses nationales en tant que partie lésée et avec l'autorité de demandeur. Que les familles paysannes, les ouvriers, les chefs d'entreprises, les étudiants, les professeurs, les juges de la République, les écrivains, les artistes, les sportifs, les retraités, c'est-à-dire nous tous, Colombiens, qui n'avons pas renoncé à combattre pour une vie digne, nous tous qui avons été outragés et offensés par ce gouvernement, que nous unissions nos voix pour que cette accusation ait la force et la grandeur d'une Colombie se mettant debout et décidant de réaliser ses rêves! Que les habitants des quartiers modestes, les démunis de services publics et les sans-toit ni chance fassent de ce jugement leur haut-parleur pour crier leur témoignage de l'abandon de ce gouvernement! Que toutes les mères fassent connaître leur refus d'une classe dirigeante orgueilleuse et de hauts commandements militaires assassins qui lancent leurs soldats dans la guerre et les abandonnent dans la défaite! Que la patrie, par la voix douloureuse des mères, se fasse l'accusatrice péremptoire des oligarchies insensibles devant une patrie qui saigne dans ses enfants! Que les journalistes contribuent à rassembler et à diffuser ces demandes pour que la vérité devienne le pilier de la paix, car vaincre le mensonge c'est aussi vaincre la guerre!

Qu'aucun Colombien de chez nous ne reste en dehors de ce jugement, et que ce jugement ait la hauteur, la grandeur et la force d'un acte du nouveau gouvernement (4).

(Le dossier d'instruction)

Pour que nous disposions tous des éléments appropriés et des preuves pertinentes, nous exigeons ce qui suit:

- Premièrement -

Que dans les journaux "El Tiempo", "El Espectador" et "El Siglo " de Bogotá, "El

[2] On peut se demander si, à défaut de faire comparaître en "jugement" le président de la République, le commando n'avait pas prévu des positions idéologiques de repli [NdT].

[3] L'expression est-elle synonyme de "destitution"? [NdT].

[4] Allusion évidente à un coup d'Etat [NdT].

Colombiano" et "El Mundo" de Medellin, "El Pueblo" et "El País" de Cali, "Vanguardia Liberal" de Bucaramanga, "Diario del Caribe" et "El Heraldo" de Barranquilla, ainsi que "La Patria" de Manizales, le gouvernement rend publics les documents énumérés ci-après dans l'ordre, en place et dimension spécifiés:

Premier jour - La publication de ce manifeste et du texte des accords signés à Corinto, Hobo et Medellin le 24 août 1984 entre le gouvernement d'une part, le M-19 et l'ELP d'autre part, sur une page entière et en numérotation impaire de la première section des journaux.

Deuxième jour - La publication de la demande armée formulée au nom de la nation par le M-19 devant la Cour suprême de justice, dans la première section et dans les caractères habituels de chaque journal pour les informations d'intérêt national.

Troisième jour - La publication des actes de la Commission de vérification, dans la première section et dans les caractères habituels pour les informations d'importance nationale et avec appel de titre en première page sur trois colonnes.

Quatrième jour - La publication des lettres d'intention au Fonds monétaire international signées par le gouvernement actuel en avril 1985, en place, dimension et caractères des actes de la Commission de vérification.

Deuxièmement -

La divulgation sur les chaînes de diffusion à dimension nationale, dans le cadre de leurs bulletins d'information, de ce manifeste dans son texte exact et complet pendant les quatre jours de publications par les journaux exigées au point précédent.

Troisièmement -

La création d'une plage radio quotidienne d'une durée d'une heure, en classification A, et cela dans une chaîne à dimension nationale, pour que tous les Colombiens donnent à travers leurs organisations professionnelles, civiques, sportives, syndicales et communautaires leur réponse à ces deux questions:

- a) Quelle est leur exigence n° 1?
- b) Le gouvernement l'a-t-il satisfaite?

Quatrièmement -

La présence devant ce Tribunal du président Belisario Betancur ou de son fondé de pouvoir pour répondre clairement et immédiatement à chacune des accusations portées contre le gouvernement actuel.

(Les juges)

Messieurs les magistrats de la Cour suprême de justice, nous estimons opportun qu'ici et maintenant il soit décidé si nous, les Colombiens, allons permettre que notre pays continue d'être bradé à la petite semaine, vu que des tranches énormes de notre peuple l'ont déjà été. On brade entre des mains étrangères nos ressources naturelles: du pétrole, du charbon, de l'or, du nickel, du platine, de la faune et de la flore. On brade l'orbite géostationnaire. On brade clandestinement nos enfants. On brade nos cerveaux par leur fuite. Et comme si tout cela ne suffisait pas, on brade notre ordre juridique moyennant un impopulaire et scandaleux traité d'extradition (5), la dernière en date de toutes les braderies en cours, un coup mortel contre la souveraineté nationale. Des centaines de nos compatriotes sont sérieusement menacés, non seulement par la législation de pays étrangers, mais aussi par l'évidente animosité de certains d'entre eux comme dans le cas concret des Etats-Unis d'Amérique du nord.

(5) C'est le jour même de l'occupation militaire du Palais de justice par le M-19, que la Cour suprême allait commencer l'examen d'un projet de traité d'extradition concernant les trafiquants de drogue. Ce point du manifeste du M-19 relance ouvertement la question polémique des liens entre la guérilla du M-19 et les milieux colombiens de la drogue (NdT).

Messieurs les magistrats, vous avez l'occasion unique, en tant que réserve morale de la République, de présider à la face du pays un procès mémorable, celui qui devra décider si les principes universels pour lesquels a lutté et souffert Antonio Nariño au siècle dernier finiront par être mis en pratique dans notre patrie. Car aucun Colombien digne de ce nom n'est disposé à supporter encore un siècle d'ignominie sous l'empire des intérêts oligarchiques.

Patriotes,

Par la volonté de celui qui doit exercer la souveraineté nationale, c'est-à-dire le peuple, nous nous engageons, en tant que membres du Mouvement du 19 avril, avec nos hommes et avec nos armes, à respecter et à défendre la sentence qui sera prononcée par la nation. C'est de tous qu'il dépend que ne s'imposent jamais plus les intérêts mesquins des minorités oligarchiques, au détriment des intérêts les plus sacrés de la nation colombienne honnête et libre. Patriotes, aujourd'hui enfin, l'avenir est entre nos mains!

Pour le Mouvement du 19 avril, état-major de la compagnie Iván Marino Ospina, dans l'opération Antonio Nariño pour les droits de l'homme,

Luis Otero, Andrés Almarales, Alfonso Jacquin,
Ariel Sánchez, Guillermo Elvecio Ruiz et
José Domingo Gómez (6).

Bogotá, octobre 1985 (7)

2- Déclaration du président Betancur du 7 novembre 1985 (Extraits)

Colombiens, bonsoir!

Je m'adresse à mes compatriotes, à tous sans exception, pour leur dire des paroles d'encouragement, des paroles d'espoir, des paroles de foi en cette heure douloureuse d'une aussi rude épreuve pour notre chère patrie. Je sais que cette foi et cet espoir ont pu diminuer chez quelques-uns devant la réponse négative de certains groupes à la main tendue pour la grandeur de la Colombie, alors qu'elle avait été acceptée par d'autres groupes de guérilleros avec lesquels ont été aussi souscrits des accords en cours d'exécution, pour le renforcement d'une paix tant désirée.

La première chose que je demande en cet instant à mes concitoyens, c'est qu'ils partagent la fermeté du gouvernement, sa sérénité et, surtout, ses sentiments de solidarité et de compréhension devant les victimes innocentes, directes et indirectes, de ce qui est arrivé hier et aujourd'hui pour le malheur de tous. Il faut considérer cela comme quelque chose qui, pour finir, servira à cimenter davantage l'idée que ce dont a d'abord besoin la Colombie, c'est d'un esprit de vie commune dans le sens du respect et de la protection conjointe de la vie, de l'honneur et des biens de tous.

1. Le conseil

Dès le premier instant de cette terrible situation, je suis entré en contact avec les anciens présidents de la République, MM. Alberto Lleras Camargo, Carlos Lleras Restrepo, Misael Pastrana Borrero, Alfonso López Michelsen et Julio César

[6] Dans la version du manifeste du M-19 publiée par les journaux colombiens, les signataires sont au nombre de six. Étrangement, dans la photocopie de l'original de la fin du manifeste publiée par "El Tiempo" du 9 novembre 1985, il n'y a que cinq signataires [NdT].

[7] Autre détail à relever: la même photocopie d'original ne comporte pas de date. Rappelons que l'opération a eu lieu le 6 novembre [NdT].

Turbay Ayala. J'ai parlé avec les candidats à la présidence, MM. Virgilio Barco Vargas, Alvaro Gómez Hurtado et Luis Carlos Galán, ainsi qu'avec les responsables du Congrès. A tous j'ai exposé sereinement le déroulement des événements dans le Palais de justice de Bogotá et la séquestration injuste des honorables magistrats de la Cour suprême de justice, de membres du Conseil d'Etat, de fonctionnaires et même de visiteurs. Et de tous, absolument de tous, à l'égal du Sénat de la République et de la Chambre des représentants dont les institutions ont continué de fonctionner en pleine douleur, j'ai reçu des encouragements parfaitement clairs à rechercher des solutions dans le sens d'un appel lancé aux protagonistes pour qu'ils déposent les armes, tout en leur garantissant la vie sauve et un jugement impartial.

2. Invitation à la réflexion

Dès le premier instant également j'ai pris contact avec les compatriotes qui donnent de la crédibilité aux guérilleros pour qu'ils les invitent à réfléchir et à ne pas persévérer dans cette voie absurde qui déchire notre chère patrie. J'ai fait la même démarche auprès de gens de la radio pour que, dans leurs émissions, il y ait invitation à la réflexion et à la prise en considération du bien de nos concitoyens. J'en profite pour remercier les médias pour la manière pondérée, tranquille et patriotique dont ils ont porté à la connaissance de la nation et du monde le détail des événements; j'espère qu'ils continueront, en donnant ainsi des témoignages répétés de leur sens des responsabilités et de leur amour des valeurs supérieures qui nous sont si chères et si nécessaires.

3. Une Cour suprême indépendante

L'attaque contre l'institution suprême de la justice; l'incendie d'une partie de ses archives, dont les dossiers sur le trafic de drogue; le crime inqualifiable contre d'irréprochables magistrats, avant tout des juges sereins, impartiaux et justes; contre une Cour suprême libre, intégralement libre et tellement indépendante qu'elle va à l'encontre de décisions du gouvernement, ainsi qu'il est arrivé plus d'une fois: tout cela ne s'explique que par une perturbation mentale, une perturbation des esprits que l'on espérait voir s'ouvrir à la réflexion. Et à l'assurance - comme nous le faisons savoir hier même aux dirigeants guérilleros par l'intermédiaire de la Cour, l'inoubliable magistrat Alfonso Reyes Echandia, et du directeur de la police nationale - d'un jugement impartial, par des juges sereins qui, sous la garantie de la Cour et de ses magistrats, prendraient des décisions objectives et équitables.

4. L'unité nationale

Ces faits, avec leur caractère spectaculaire, inhumain, délirant et isolé, servent paradoxalement à montrer quelle est la force de nos institutions et à quel point notre patrie rejette les extrémismes. Parce qu'il sait cela, parce qu'il sait qu'il a l'immense responsabilité de se tenir à de telles références, le gouvernement est ferme dans la défense des principes et des institutions qui les incarnent, et par là-même il peut s'appliquer à la recherche des solutions les meilleures à des problèmes apparemment sans issue.

Cette immense responsabilité, le président de la République l'a assumée, pour son bien ou pour son mal, en prenant personnellement les décisions, en donnant les ordres appropriés, en gardant le contrôle absolu de la situation, de sorte que ce qui a été fait pour trouver une issue l'a été en pleine connaissance de cause de sa part, et non en raison d'autres facteurs qu'il peut et doit contrôler (8). Dans la mise en oeuvre de cette façon de voir, je répète que j'ai insisté jusqu'au dernier moment auprès des guérilleros pour qu'ils mettent fin à leur action contre la promesse de sauvegarde de leurs vies et de mise en procès avec toutes les garanties qu'offre notre état de droit.

(8) Allusion à l'armée dont il a été dit qu'elle avait imposé la solution radicale à l'occupation du Palais de justice (NdT).

L'unité nationale est plus forte que jamais et le gouvernement répond d'elle en multipliant ses efforts pour rectifier ce qui est rectifiable, par exemple en ce qui concerne les rapports des partis politiques entre eux et avec le gouvernement, la possibilité de clarification de ces rapports, la nécessité d'aller au-delà de ce qui existe actuellement, de sorte que l'unité nationale dont je parle revête des expressions encore plus positives, et que le gouvernement fasse ce qui lui revient. C'est dans ce sens que, d'ici quelques heures, je me réunirai avec les anciens présidents de la République. Mais c'est se tromper que de lancer témérairement l'idée que d'aucuns puissent profiter de prétendues faiblesses ou divisions entre ceux qui ont la responsabilité de conduire le pays sur des voies sûres. Le gouvernement sort de cette épreuve plus uni en lui-même et plus uni avec les forces armées.

5. Solidité et force

Les événements d'hier et d'aujourd'hui ont été l'oeuvre de l'irréflexion de gens auxquels n'a pas suffi la générosité traduite en actes du Congrès et du gouvernement, et qui n'ont pas su comprendre le processus de paix comme un geste magnanime de l'Etat, en le prenant pour un signe de faiblesse. La Colombie et le monde entier doivent savoir que notre système politique est conscient de sa solidité et de sa force, comme de sa capacité à faire entrer tous les Colombiens dans la vie démocratique, même ceux qui entendent le détruire ou le modifier par les armes. Les terroristes le savent. C'est pourquoi ils ont transformé leur action de guérilla en opérations anarchistes qui prétendent déstabiliser les institutions, terroriser la volonté des citoyens et interrompre le progrès et le développement politique du pays. L'usage du terrorisme comme moyen d'action est le reflet de l'isolement grandissant des groupes subversifs dans l'opinion publique, surtout quand ces groupes recherchent le soutien des trafiquants de drogue. Malgré ce qui s'est passé, l'Etat ne doit pas renoncer à sa vocation de paix et de réforme politique. Il n'y renoncera pas.

6. Honneur au serment prêté (...)

7. Les ponts pour une réconciliation (...)

8. Sans arrogance (...)

9. Servir la nation (...)

10. Sur pied de paix

Nous continuerons sur pied de paix. Dans la sérénité. Dans la tranquillité. Nous nous savons portés par une grande nation. Par de merveilleux compatriotes. Par un grand peuple.

Je sais, chers compatriotes, que vous êtes attristés, que vous êtes affligés. Je sais que vous êtes frappés de douleur. Je le suis moi aussi. Soyez assurés de mon accompagnement, recevez ma solidarité, mon amitié, et surtout l'affection pour ceux qui ont été sacrifiés dans cette tragédie absurde, ceux qui ont souffert dans leur propre chair, toutes les familles remplies d'une juste indignation, les parents des soldats, officiers, agents ou fonctionnaires tombés, les familles des guérilleros qui sont tous nos compatriotes, recouverts du même drapeau même si nous avons des points de vue tellement différents sur le destin de notre patrie.

Je demande à Dieu, pour la Colombie, la lumière et la sagesse pour franchir les écueils qui se dressent sur les pas de la nation dans sa marche vers l'ordre et la paix. Et que la Providence nous éclaire tous.

[Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL]

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 380 F - Avion 440 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441